

REVUE des REVUES

Second semestre 2009

Coordination : Christian Beuvain

Passage en revues : Christian Beuvain, Franck Gaudichaud, Jean-Guillaume Lanuque, Jean-Paul Salles, Frédéric Thomas.

Avant-propos : Voici donc notre Revue des revues du second semestre de l'année 2009. Vous y retrouverez la majorité des revues dont vous avez l'habitude de lire les recensions. Cette livraison revient, en particulier à travers la recension de *Lignes*, sur une affaire politico-judiciaire qui n'est pas terminée, celle qui met en cause les militants dits « de Tarnac ». Egalement, on s'aperçoit que les derniers « feux » de l'anniversaire de Mai 68 ne sont pas tout à fait éteints et sont encore visibles, ici ou là. Nous vous souhaitons une bonne lecture, et vous donnons rendez-vous dans six mois, au printemps 2010.

A) REVUES SCIENTIFIQUES OU A PERSPECTIVES SCIENTIFIQUES (histoire, sociologie, science politique, littérature, art, etc.)

1) Mouvement communiste

* *Cahiers du C.E.R.M.T.R.I.*, n°133, « La fondation de l'Internationale communiste (2/6 mars 1919) », mai 2009.

Le moins que l'on puisse dire du quatre-vingt dixième anniversaire de la création de la Comintern, c'est qu'il n'a pas entraîné un flot de publications significatif, dans une atmosphère où le communisme « criminogène » demeure la référence médiatique, voire académique, dominante. Cette livraison nous permet donc de revenir sur cet événement d'importance, mais avec un sommaire un peu disparate. La première partie, consacrée à « La situation politique en Europe et les forces révolutionnaires », reproduit ainsi des extraits d'ouvrages, dont le récent *Lénine* de Jean-Jacques Marie, assurément plus facile à trouver que le *Lénine et la IIIe Internationale* de Branco Lazitch. Plus utile est la seconde partie, qui reproduit, avec un appareil critique bienvenu, bon nombre de documents (rapports de délégués, extraits de *L'Humanité* sur la situation allemande, thèses de Lénine), que Pierre Broué avait rendu accessibles mais dans une édition désormais épuisée¹. Quelques pages de la somme de ce dernier sur l'histoire de l'IC sont d'ailleurs reproduites. Quant à l'absence du Manifeste, en particulier, le Cahier la justifie par sa publication récente dans le numéro 41 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, l'autre revue du C.E.R.M.T.R.I. La dernière partie, quant à elle, s'intéresse à la conférence de Berne, organisée en concurrence afin de relancer la IIème Internationale, en reproduisant les discussions et la résolution à son sujet adoptée lors du

¹ *Du Premier au Deuxième Congrès de l'Internationale communiste (avril 1919-juillet 1920)*, Paris, EDI, 1979.

congrès de fondation de la Comintern. Si une chronologie est proposée en ouverture, ainsi que de courtes notices biographiques des auteurs dont des extraits ont été sélectionnés, on regrettera qu'une bibliographie détaillée ne conclue pas l'ensemble.

* *Cahiers du C.E.R.M.T.R.I.*, n°134, « Afrique du sud. Documents sur l'histoire du mouvement ouvrier et les positions de la IVe Internationale (1921-1943) », septembre 2009.

Cela faisait quinze ans que le CERMTRI n'avait plus publié de Cahiers consacré à l'Afrique du sud (le 61 en 1991 et le 72 en 1994, donc). Cette nouvelle sortie est présentée comme en lien avec la persistance de la domination blanche dans le pays, nécessitant pour la comprendre un retour sur le parcours du mouvement ouvrier sud-africain dans la première moitié du XXème siècle. On y assiste donc aux prodromes de l'apartheid (intéressantes analyses historiques d'un des premiers trotskystes du pays), à la création du Parti communiste en 1921 et à sa politique progressive d'« africanisation », ou même à la participation de l'ANC au Congrès de Bruxelles de 1927 qui donna naissance à la Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale. Les quelques documents proposés sont surtout accompagnés de synthèses inédites, une des marques distinctives de cette livraison. Mais une des séquences les plus passionnantes n'est autre que celle qui relate les débats autour du mot d'ordre de « République noire » entre l'IC, l'Opposition de gauche, dont Trotsky lui-même, et des bolcheviks-léninistes sud-africains. On trouve également des documents trotskystes relatifs à l'invasion de l'Ethiopie par l'Italie et plus largement à la perspective du second embrasement mondial, ainsi que sur l'expérience unitaire du NEUM (Non european unity movement), rassemblement des noirs, des métis et des indiens sud-africains durant la guerre.

[*Cahiers du C.E.R.M.T.R.I.*, 28 rue des petites écuries, 75010 Paris, 5 € le numéro, 20 € pour 4 numéros, 25 € avec droit de consultation des archives et de la bibliothèque]

* *Communisme*, n°93/94, « Archives et histoire du communisme en Pologne », 2008; n°95/96, « Kampuchéa démocratique : stade ultime du communisme ? », 2008; n°97/98, « Vie et mort du PCF », 2008.

Rédigées par des historiens polonais à partir de sources locales, les diverses contributions du premier numéro ont pour ambition d'expliquer ce que fut ce système et son fonctionnement. Ainsi, Jerzy Eisler revient sur le Mars 1968 des étudiants polonais. Le second offre les Actes du Colloque de Phnom Penh, en janvier 2007. Organisé par Henri Locard, ce colloque a réuni des chercheurs de diverses nationalités : Philipp Short, François Ponchaud, Jean-Louis Margolin, Pin Yathay, des témoins aussi. Il a permis de revenir sur la formation du mouvement khmer rouge, sur le rôle des PC vietnamiens et chinois, sur l'idéologie de l'Angkar. Un article de Claire Ly évoque l'influence du bouddhisme dans la genèse de l'idéologie khmer rouge. Du dernier numéro retenons surtout l'article de François Bordes – qui a soutenu en décembre 2008 sa thèse *Désespérer du faux. Histoire d'une critique du communisme soviétique : Michel Collinet, Kosta Papaïoannou et les anticommunistes de gauche en France de 1944 à 1972*, sous la direction de J.-F. Sirinelli – sur Michel Collinet (1904-77), révolutionnaire antistalinien, celui de Jean-Claude Lahaxe (auteur en 2006 de *Les communistes à Marseille à l'apogée de la guerre froide, 1949-1954*, aux PUP, chroniqué sur notre site www.dissidences.net) sur la Fédération communiste des Bouches-du-Rhône et la direction du PCF (1949-54), celui d'Eric Lafon sur le PCF et l'intervention soviétique à Prague (août 1968), ainsi que l'entretien avec Robert Hue réalisé par Dominique Andolfato le 24 novembre 2003.

[*Communisme*, L'Age d'Homme, 5 rue Férou, 75006 Paris, 16 € le n°, abonnement (4 n°), 40 €, 55 € hors de France]

2) **Mouvement social (altermondialisme, anticléricalisme, féminisme, guerre d'Espagne, Front populaire, Mai 68 etc.)**

* *Alternatives Sud*, n°2, vol. 16, « Retour de l'Etat. Pour quelles politiques sociales ? », Syllepse/CETRI, 2009, 183 p.; n°3, vol. 16, « La Bolivie d'Evo. Démocratique, indianiste, socialiste ? », Syllepse/CETRI, 2009, 183 p.

Ce premier numéro, coordonné par Laurent Delcourt, s'interroge sur le rôle de l'Etat alors que le modèle néolibéral est en crise et que l'économie mondiale marche au bord du gouffre. Comme à chaque fois, la revue du CETRI mobilise les points de vues du sud sur ces questions, en nous présentant les politiques publiques et de lutte contre la pauvreté des Etats marocain, brésilien, indien ou encore indonésien. Ainsi, au Brésil, le Président Lula a lancé la *Bolsa Familia*, modeste versement mensuel qui aide pas moins de 12 millions de familles et vaut à l'ex-syndicaliste une très forte popularité dans le Nord Est du pays et... les félicitations de la Banque mondiale. En toile de fond, la question est, à la faveur du retour vers un certain rôle de régulation de l'Etat, à quoi sert l'intervention de la puissance publique dans la lutte contre l'exclusion ou pour le développement ? A combattre les inégalités sociales ou à mettre en place des politiques assistancielles destinées à la « bonne gouvernance » et à éviter toute insurrection populaire ? On verra à travers ces textes et exemples concrets que les pratiques et les discours sont forts divers, mais que globalement ce qui les unit ce sont des réformes sociales qui, si elles viennent en aide aux exclus du système, n'affectent en aucun cas le cœur de celui, c'est-à-dire les relations sociales de productions.

Le second numéro est pour celles et ceux qui chercheraient à comprendre l'une des expériences démocratiques les plus riches et intéressantes de ce début de XXI siècle en Amérique latine. Au travers de neuf textes traduits de l'espagnol et rédigés par des spécialistes, le lecteur a accès à un exposé certes sympathisant, mais jamais complaisant, sur cette Bolivie en lutte qui depuis l'élection, en 2005, d'un syndicaliste aymara à la Présidence tente d'alimenter une dynamique post-coloniale, tout en rompant avec le néolibéralisme et la dépendance. Une Bolivie qui essaye d'articuler, comme le note Maristella Svampa, le « communautaire-indigène » avec le « national-populaire » dans une contrée des Andes où plus de 60% de la population se reconnaît comme « indigène ». Bien entendu, le projet du Mouvement au socialisme (MAS) n'est pas exempt de contradictions et de plusieurs limites dans ses tentatives de « décoloniser l'Etat » (voir en particulier le texte de Pablo Stéfani sur le sujet) : ce nationalisme progressiste partiellement ethnicisé cherche à occuper un espace laissé vide par la crise du nationalisme-populaire et du mouvement ouvrier révolutionnaire des années 1950, tout en incarnant la figure du « gouvernement des mouvements sociaux ». Selon certaines analyses, désormais, le discours indigéniste tend souvent à gommer les dimensions de classes et à ethniciser la question sociale. Plusieurs textes reviennent également sur le conflit entre les identités ethniques ou régionales et la volonté de construire un Etat plurinational démocratique et « postlibéral ». Franck Poupeau, Hervé Do Alto comme Alvaro Garcia Linera (sociologue et actuel vice-président de la République) soulignent plus globalement la dimension du conflit sociopolitique que traverse le pays et les ressorts d'une oligarchie qui veut en finir avec une « refondation » qui met à mal plusieurs siècles d'hégémonie sans partage.

[*Alternatives Sud*, Syllepse/CETRI, Paris, vente-abonnement@cetri.be, 18 € le n°]

* *The American Historical Review*, n° 2, volume 14, avril 2009.

Dans ce n° 2 de cette revue des Etats-Unis, la seconde partie des études consacrées à 1968 dans le monde. Sara M. Evans analyse la génération de 68 au prisme des genres, Jeffrey

L. Gould se penche sur la gauche latino-américaine de ces années-là tandis que le travail de Richard Ivan Jobs porte sur les mouvements de jeunes.

[*The American Historical Review*, 5 n° par an, renseignements au siège de la revue, 914 E, Atwater Ave., Bloomington, IN 47401, <http://www.indiana.edu/~ahr>]

* *Cahiers d'Histoire*, n°107, janvier-mars 2009, « 68. Les oubliés du cortège ».

Anne Jollet, dans son introduction, écrit que le but de ce numéro, au lendemain des « cérémonies » du 40^e anniversaire, est de « faire le fond de la manif », à la manière des balayeurs qui talonnent les derniers manifestants » ! De ce numéro très riche, retenons l'étude passionnante du FHAR (Front homosexuel d'action révolutionnaire), sa genèse et ses relations avec les organisations gauchistes, réalisée par Emmanuel Hoch Delgado. Jean-François Bert retrace le « moment 68 » au sein du monde de la psychiatrie, revenant sur les revues *Gardes fous* et *Psychiatisés en lutte*, et sur le GIA (Groupe d'Information Asile). Deux chercheurs italiens font une étude similaire sur la psychiatrie italienne bousculée par l'action de Franco Basaglia. Enfin, dans un bref article Emmanuelle Loyer fait le point sur les nouvelles tendances de l'historiographie sur mai 68, apparues lors de ce 40^e anniversaire.

[*Cahiers d'Histoire. Revue d'histoire critique*, 14 € le n° simple, abonnement annuel 52 € pour 4 n°, pour étudiants et chômeurs, 29 €, 6, avenue Mathurin Moreau 75167 Paris Cedex 19]

* *Clio. Histoire, Femmes et Sociétés*, n°29, « 68' Révolutions dans le genre ? », 2009.

Coordonné par Vincent Porhel et Michelle Zancarini-Fournel, ce numéro nous convie à la « relecture sexuée des événements des années 68 » mais il souhaite aborder « une histoire genrée qui s'intéresse aussi aux hommes ». Ceci nous vaut toute une série d'articles passionnants parmi lesquels nous relèverons, celui de Julian Jackson sur le mouvement Arcadie confronté aux jeunes gauchistes du FHAR, celui de Bibia Pavard sur la pratique des avortements selon la méthode Karman impulsée par le MLAC. La question de la violence au travail est abordée par Fanny Gallot dans un article intitulé « La « crise de nerfs », de la souffrance à la résistance ? », où elle étudie le film de Marin Karmitz « Coup pour Coup ». Enfin, Anthony Favier, à travers le parcours de deux religieuses, se demande si dans les années 68 on peut parler de « religieuses féministes » ?

[*Clio. Histoire, Femmes et Sociétés*, abonnement annuel, 41 €, Université de Toulouse-Le Mirail, 5, Allées Antonio Machado, 31058 Toulouse Cedex 9, <http://clio.revues.org>]

* *Gavroche*, n° 158, avril-juin 2009.

Dans ce numéro du printemps 2009, on retiendra tout particulièrement un article de l'historien Larry Portis (spécialiste des IWW, entre autres) sur un journaliste américain, libertaire et antifasciste, George Seldes (p. 4-11). Cet article permet une première approche sur un progressiste, inconnu en France comme la quasi totalité des militants des Etats-Unis, exception faite des J. London, J. Reed ou E. Goldman. Il fut correspondant en Italie, en URSS, en Espagne. Il s'est heurté pendant toute sa carrière à l'Etat et à la corruption de la presse. Il éditer un petit bulletin, *In Fact*, comme « antidote aux mensonges » de la presse officielle, ce qui lui vaudra des ennuis lors de la « chasse aux sorcières » dans les années 1950. Cet article ne lève qu'un pan du voile sur la longue vie de G. Seldes (105 ans!), mais son intérêt est de susciter notre curiosité, en attendant, qui sait, une traduction de son autobiographie, parue en 1987. On lira également l'article consacré au MIL (Mouvement ibérique de libération), organisation clandestine anticapitaliste en Espagne dans les années 1970, de Jean-Claude Duhourcq et Antoine Madrigal, auteurs d'un ouvrage volumineux sur ce

sujet, aux éditions du CRAS, en 2007. Un entretien de Charles Jacquier avec Régis Dubois, « Tout film est politique! » permet de prendre connaissance des analyses de cet enseignant en cinéma à Marseille et auteur de cinq ouvrages dont *Hollywood, cinéma et idéologie*, chez Sulliver, en 2008. Des notes de lecture et un extrait de *Pirates de tous les pays* de Markus Rediker (Libertalia, 2008) terminent cette livraison.

[*Gavroche*, 8 €, abonnement 30 € (4 n°), 20 € pour les chômeurs et les étudiants, Scoop Presse – Gavroche, BP 863 - 27008 Evreux Cedex, www.gavroche.info]

* *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°94, « Les Années 68 : une contestation mondialisée », (Actes du Colloque tenu à Paris X-Nanterre les 19-20 mars 2008), avril-juin 2009.

Embrassant une aire géographique très vaste, ce volume étudie l'impact du Mai 68 français et aussi les interactions entre pays : Italie, Angleterre, Suisse, Brésil, Argentine et même Corée du Sud sont ainsi envisagés. Enfin, Marnix Dressen revient utilement sur les regards des maoïstes français sur la Chine de Mao ZeDong et Anna Trespeuch sur l'Internationale situationniste.

[*Matériaux pour l'histoire de notre temps*, abonnement, BDIC, 6, allée de l'université, 92001 Nanterre cedex, 50 € pour 4 n°, www.bdic.fr/materiaux/index.htm]

* *Parlement(s). Revue d'histoire politique*, n° 9, « Mai 68 en débats », avril 2008.

Coordonné par François Audigier, cette neuvième livraison de la revue du Comité d'histoire parlementaire et politique (CHPP), publiée depuis 2007 par les éditions L'Harmattan/Pepper, revisite l'histoire du Parlement à travers les discours de remise en cause de l'Assemblée lors de Mai 68. Il s'agit de combler une des rares lacunes historiographiques de la période, et de tenter de corriger un fait intangible : le décalage profond entre de très larges fractions du peuple et la première des institutions représentatives de la République. Parmi les contributions, retenons particulièrement celles de Jean El Gammal sur « L'extrême gauche et l'Assemblée nationale en Mai 68 », de Jean Vigreux et Emmanuel Ranc qui s'intéressent à la direction et aux députés du PCF « à l'épreuve de Mai-juin 68 » ou de Gilles Morin qui s'interroge sur les raisons du « hors-jeu » de la FGDS de F.Mitterrand.

[*Parlement(s). Revue d'histoire politique*, 20 € le n°, abonnement/adhésion (au CHPP), 3 n° l'an, 45 €, 40 € pour les étudiants, Noëlle Dauphin (CHPP), 6, place royale, 78000 Versailles, www.parlements.org]

* *Problèmes d'Amérique latine*, n°71, « Mutation des gauches latino-américaines », hiver 2008-2009, 141 p.

Depuis la fin des années 1990, la question du renouveau des systèmes politiques et de la crise néolibérale est posée dans plusieurs pays latino-américains, à commencer par le Venezuela bolivarien, la Bolivie d'Evo Morales ou encore l'Equateur de Rafael Correa. En atteste la montée en puissance des gauches latino-américaines, mais aussi leurs ambiguïtés et mutations une fois au gouvernement, ainsi que le montre l'expérience brésilienne. Malheureusement, plusieurs études universitaires tombent facilement dans la caricature lorsqu'il s'agit de comprendre ce paysage contrasté : certains articles de la dernière livraison de la revue *Problèmes d'Amérique latine* ne dérogent pas à la règle en taxant – bien rapidement – de « néopopuliste » et de danger pour la « démocratie », les expériences les plus radicales, boliviennes et vénézuéliennes notamment. Plusieurs auteurs de la revue pointent, néanmoins, des problèmes réels tels la tentation d'instrumentaliser les mouvements sociaux, le « personnalisme » présidentieliste récurrent qui se fonde sous les auspices de ce que le politologue Ernest Laclau a pu nommer la « raison populiste » (en la défendant d'ailleurs

comme une solution pour l'Amérique latine en tant qu'authentique projet démocratique antilibéral). A noter l'intéressant papier d'Hélène Combes qui nous conte les aléas d'une étude de terrain au Mexique en pleine campagne électorale et les « étonnantes » affirmations du bolivianiste J.-P. Lavaud qui affirme sans sourciller – et sur la base d'une lecture béate des articles de la presse d'opposition ! - que la victoire du MAS d'Evo Morales, lors de la dernière assemblée constituante, serait en grande partie le fruit d'une fraude massive : quand les analystes français reprennent *ex abrupto* les affirmations de l'opposition oligarque et séparatiste...

[*Problèmes d'Amérique latine*, Paris, www.choiseul-editions.com, 20 €]

* *La Revue des revues. Histoire et actualité des revues*, n° 41, hiver 2007-2008.

Recensé pour la première fois ici, cette revue semestrielle de l'association Ent'revues (avec la collaboration de l'IMEC), pilotée par Olivier Corpet, qui fait le tour des ... revues, nous offre dans ce numéro une étude, de Jean-François Bert sur *partisans* (chez François Maspero), fondé en septembre 1961, qui consacra son n° 42 à Mai-juin 68. Pour l'auteur, ce numéro, dont l'objectif avoué fut de donner à lire « un ensemble de textes et de photographies particulièrement significatives des points de vues (...) que ces deux mois de luttes ont laissé derrière eux » (p. 27) a été le « miroir de cette hétérogénéité discursive » (p. 27) dont on crédite Mai 68. Une excellente étude sur la revue « phare » des éditions Maspero, que l'on complétera de la lecture (en attendant la thèse de Julien Hage) de l'ouvrage co-dirigé par Bruno Guichard, Julien Hage, Alain Léger, *François Maspero et les paysages humains*, Lyon, La fosse aux ours/A plus d'un titre, 2009. On lira également les comptes rendus de lecture sur trois ouvrages consacrés au surréalisme et à ses rapports, souvent conflictuels, avec les politiques révolutionnaires.

[*La Revue des revues. Histoire et actualité des revues*, abonnement Ent'revues, 174, rue de Rivoli, 75001 Paris, 28 € les 2 n°, www.entrevues.org]

3) Sciences humaines, épistémologie, historiographie

Actes de la recherches en sciences sociales, n° 176-177, « Engagements intellectuels », mars 2009.

Une livraison consacrée presque entièrement aux engagements intellectuels et aux avant-gardes, pilotée par les deux éminentes spécialistes que sont Frédérique Matonti et Gisèle Sapiro. De la contribution d'Eric Brun sur l'Internationale situationniste, présentée comme « avant-garde totale » (p. 32-51), on retiendra de prime abord l'intérêt nouveau suscité parmi les chercheurs, depuis quelques années, par cette organisation révolutionnaire, ce dont nous ne pouvons que nous féliciter, en apportant quand même un bémol. Analyser l'IS au prisme de Bourdieu (les utilisations par E. Brun des notions de « champ », « démarcation symbolique » ou « capital culturel » ne laissent aucun doute au lecteur) apporte sans doute un autre éclairage sur la *praxis* situationniste, mais il ne faudrait pas en oublier pour autant le fait indubitable qu'elle fut d'abord une organisation *subversive* (dans le sens que l'Etat donne à cette notion) dont les animateurs étaient nourris de lectures marxistes (orthodoxes ou dissidentes) et libertaires, que la notion d'avant-garde fut *aussi* une notion politique empruntée, entre autres, au léninisme, et que ce pan de la théorie des situationnistes, peu analysé encore, ne doit pas être évacué, sous peine de ne pas comprendre grand chose. Et de rattacher l'IS, via un Debord catalogué comme écrivain/poète, au champ littéraire. Un article de Mathieu Hauchecorne sur les figures apparemment opposées de John Rawls et Amartya Sen (p. 94-113) démontre très bien, dans le cas de Sen, le « Nobel des pauvres », la stratégie délibérée de tout un travail de *fabrication* d'un Sen radical, à travers différentes médiations, dont celle de son éditeur, l'ex-militant d'extrême gauche, Vert ensuite, Marc Saint-Upéry et de

la maison d'édition La Découverte, encore associée, dans l'imaginaire collectif, à la défunte maison Maspero. La rencontre, en janvier 2008, entre le président Sarkozy et A.Sen, dans le cadre d'une commission (présidée par J.Stiglitz, autre personnalité internationale connotée à gauche) sur les « indicateurs de bien-être » ferait-elle aussi partie de cette stratégie ?

[*Actes de la recherche en sciences sociales*, 14 € le n°, abonnement (4 n° par an) au 52, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris, <http://www.ehess.fr>]

* *Le Débat. Histoire, Politique, Société*, n°154, « Ecrire l'histoire du monde », mars-avril 2009.

Les études réunies dans ce numéro, dues à des plumes renommées, Krzysztof Pomian, Pêtré-Grenouilleau ou François Hartog, plaident en faveur d'une « histoire mondiale » ou « histoire-globale », mondialisation oblige. Christian Grataloup montre comment la prise de conscience planétaire donne sa pleine actualité au programme braudélien d'une « géohistoire ». Deux articles remettent en lumière deux des pionniers de cette histoire mondiale, Marshall G.S. Hodgson et William H. McNeill. Dans ce numéro très riche figure aussi un article de l'ethnologue Alain Testart et un article en forme de prise de position de Jean-François Bayart : « En finir avec les études postcoloniales ». Signalons aussi les entretiens avec Immanuel Wallerstein et Erik Orsenna.

[*Le Débat. Histoire, Politique, Société*, abonnement : Sodis Revues BP 149, 128, avenue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny 77403 Lagny Cedex, 68 €, www.le-debat.gallimard.fr]

* *Lignes* 28, « Humanité Animalité », février 2009, 181 pages.

Sujet difficile – la question de l'animalité –, voire tendancieux ou même polémique, que ce numéro de *Lignes* aborde de manière intelligente en évitant les pièges et impasses habituels. Tout d'abord il situe cette problématique dans son contexte et montre les ressorts de son actualité, « face à l'urgence d'une situation sanitaire, technologique et écologique coupable des pires traitements infligés aux espèces animales » (Mathilde Girard, page 38). Ensuite, ces pages s'appuient sur des études philosophiques conséquentes, dont principalement celles de Derrida, de Fontenay et Surya, auteur du concept de « humanimalités » (très largement mis à contribution dans ces pages) et directeur par ailleurs de cette revue. Enfin, les auteurs mettent en avant les enjeux de cette question : penser les rapports entre l'homme et l'animal autrement, obligeant à repenser l'homme, refondre ses droits et interroger son humanisme.

Les différents articles analysent cette thématique sous plusieurs angles. Frédéric Neyrat retrace en quelque sorte une généalogie de la question, depuis la paléontologie et Darwin, en montrant que ce qui se joue là, c'est « la représentation que l'humanité se *fait* d'elle-même » (p. 10). Jacob Rogozinski étudie les contradictions du principe de la sacralité de la vie en Inde, du fait de son croisement avec un autre principe, « celui de la dualité primordiale du pur et de l'impur, qui polarise le vivant et le divise hiérarchiquement » (p. 69). De plus, Danielle Cohen-Levinas et lui, chacun de son côté, mais empruntant tous deux une très belle anecdote de Levinas, questionnent différemment le sacrifice religieux de l'animal en lieu et place d'Isaac dans la Genèse. La question finalement du génocide et de la réduction d'êtres humains au statut de bêtes est relativement peu abordée ; deux fois seulement mais de manière très juste. Jacob Rogozinski développe un jugement définitif sur le livre de C. Patterson, qui a fait quelque bruit lors de sa publication : *Un éternel Treblinka : des abattoirs aux camps de la mort* (Paris, Calmann-Lévy, 2008). « En voulant stigmatiser, au nom de Treblinka, notre cruauté ordinaire envers l'animal, on en vient implicitement à *banaliser* Treblinka (...). Assimiler l'extermination de millions d'hommes à la mise à mort d'animaux est une

faute impardonnable. Elle insulte la mémoire des vaincus et des morts. Mais les dissocier totalement, en restant insensible à la souffrance humaine, est *aussi* une faute, symétrique et complice de la première » (p. 58-59). De son côté, Orietta Ombrosi montre comment, sous la pression de la guerre et du génocide, et à partir d'une mise en question du « triomphe et [de] l'hégémonie de la raison instrumentale de l'homme » (p. 151), Adorno et Horkheimer ont ressenti l'urgence d'un débat sur la souffrance animale.

Si les articles puisent à diverses sources philosophiques, il n'empêche que c'est surtout la littérature et la poésie (Artaud, Celan, ...), en général, et Kafka, en particulier, qui sont mis à contribution. Cette situation s'expliquerait par le clivage entre littérature et philosophie, le rôle jouée par la première, relevant « par anticipation le destin politique de l'homme moderne et de ses désastres » (p. 40), répondant « du *maltraitement* philosophique de l'animal » en offrant à l'animalité « l'hospitalité » sans se l'approprier (p. 115). D'où aussi, l'importance des récits de Kafka où « la métamorphose brouille les frontières [entre animal et humain] plutôt qu'elle ne les redéfinit » (p. 30), dessinant un homme « qui ne cesse pas d'être homme, quoique chien, ou vermine, ou chose » (p. 45).

Plutôt que de (faussement) conclure la question, ce numéro de *Lignes* invite à poursuivre la réflexion, dégage quelques pistes en appelant à abandonner « l'idée même d'un « chaînon manquant », d'une ligne évolutive, d'une origine et d'un trait déterminant » (p. 12) et à en finir « avec la discussion de la distinction homme / animal qui est par excellence anthropocentrique » (p. 87). Revenir en quelque sorte à la sagesse de Kafka, selon Surya, en étendant la possibilité de la condition de l'homme jusqu'à l'animal, jusqu'à cette figure de l'Humanimalité.

* *Lignes*, n° 29, mai 2009, 200 pages.

Il aura donc fallu attendre ce numéro de *Lignes* pour qu'un véritable débat se mette en place autour de « l'affaire de Tarnac ». Il faut d'autant plus se féliciter de cette initiative que la revue ouvre une réflexion intelligente en évitant presque tous les pièges et polémiques stériles. Voyant dans cette « affaire », un symptôme, le comité de rédaction de *Lignes* cherche à interroger la « tentation », la possibilité, la légitimité de la violence politique.

Les auteurs proviennent d'horizons divers, n'appartenant pas à un courant politique déterminé, et recourent à des références philosophiques et historiques disparates, sans pour autant interdire que quelques tendances générales se dessinent. Ainsi, les *Réflexions sur la violence* de Georges Sorel et Walter Benjamin (surtout son article de 1921 s'appuyant sur Sorel justement, « Critique de la violence ») sont mises en avant par Alain Naze, Daniel Bensaïd et Pierandrea Amato. De même, la question de la violence est mise à plusieurs reprises en parallèle avec la situation dans d'autres pays : en Irak bien sûr, mais aussi, en Italie et en Grèce. Mais il est dommage et étonnant que ne soit pas évoquée la situation au pays Basque espagnol tout proche et où le débat sur la violence politique revêt des caractéristiques saillantes. Enfin, la référence au soulèvement des banlieues en France en 2005, est faite par plusieurs intervenants (Daniel Bensaïd, Laurent Margantin, Sidi Mohammed Barkat). Laurent Margantin rappelle à ce propos la position du « comité invisible » dans *L'insurrection qui vient* : « Il faut être aveugle pour ne pas voir tout ce qu'il y a de purement politique dans cette négation de la politique ». Certes, c'est vrai. Mais cela n'en soulève pas moins une série de problèmes. Bensaïd opère à ce propos un rapprochement intéressant entre la révolte de 2005 et les émeutes de Watts, aux États-unis, en 1965, et l'interprétation donnée alors par l'Internationale situationniste. De manière « classique », il en appelle à politiser la violence. Ce à quoi semble lui répondre l'article de Barkat toujours à propos du soulèvement des banlieues : « Que disent la plupart d'entre eux [les amis de l'événement] ? Qu'il y a là de la

politique, mais qu'elle manque de forme. Or, lorsqu'on reproche à l'événement de manquer de forme, c'est en réalité à la conscience qu'implicitement il est fait référence. Ce serait la conscience qui manquerait à l'événement. C'est alors qu'on se précipite afin de proposer ses services pour une « conscientisation » de la situation » (p. 141-142). Malheureusement, plutôt que de développer ce précieux argument, l'auteur s'engonce dans un vitalisme hors de propos. Il se dégage également des articles une critique de l'État et un retour sur l'histoire. S'inscrivant dans la tradition de l'anarchisme et du marxisme libertaire, les auteurs rappellent à bon escient le lien entre droit et violence, et la caractéristique essentielle de l'État comme détenteur du monopole de la violence légitime ou, pour le dire de manière plus imagée et plus abrupte, comme Anselm Jappe : « Derrière toute la rhétorique sur l'État et sur son rôle civilisateur, il y a toujours, en dernière analyse, quelqu'un qui fracasse le crâne à un autre homme, ou qui a au moins la possibilité de le faire » (p. 121). Retour sur l'histoire, aussi bien récente – les années 1970, la lutte contre le colonialisme, la Résistance – que plus lointaine à travers l'excellent article de Sophie Wanich sur la Révolution française. Il en ressort une dynamique complexe de représentation de la violence politique – elle est à géométrie variable (dans l'espace et l'époque, selon l'auteur), multiple, invisible, surexposée ou niée – qui fait aujourd'hui que la violence politique est globalement refusée a priori. Or, cela ne va pas sans conséquence sur l'impuissance, l'inefficacité des mouvements sociaux et partis politiques. Il y a là comme un nœud de questionnements contradictoires ou un phénomène de *double-bind* comme le décrit avec justesse Rogozinski, entre impuissance – efficacité – imposture – et radicalité. De plus, Brossat et Wahnich mettent en évidence un autre croisement problématique : celui du peuple et de la violence. Ainsi, selon Brossat, le travail de discrédit de « toute forme de « violence » politique, vise à défaire la notion même de peuple (politique) » (p. 24)². De son côté, à partir des lectures historiques sur la Révolution française, Wahnich affirme que « le tabou ne porte pas seulement sur la violence mais bien sur le peuple comme acteur légitime » (p. 180), et que l'enjeu tourne autour du peuple (comme) souverain. Les tentatives de réponses aux divers nœuds mis en évidence ne sont pas univoques, mais se développent sur l'espace incertain entre « une action politique qui n'exclurait pas *a priori* un éventuel recours à la violence » (Alain Naze, p. 75) et le refus de tout fétichisme, mythification de la violence dont, selon Jappe, *L'insurrection qui vient* ne serait pas exempt. En tous les cas, nombre d'auteurs s'accordent pour prévoir une recrudescence de la violence politique et un lien dialectique entre celle-ci et le « désespoir programmé » (Bernard Noël, p. 63). Des approches pratiques d'un usage stratégique et régulé de la violence sont avancées par certains dans diverses directions : Brossat, plaidant pour un processus politique anticapitaliste de désétatisation ; Bensaïd, faisant référence à Fanon ; Neyrat, reprenant le concept de « défense de rupture » ; Jappe évoquant la perspective d'une « désobéissance de masse » et demandant par rapport à la « violence » que soit toujours posée la question : « qui l'exerce, et dans quel but ? » ; Mehdi Belhaj Kacem rappelant l'exemple des résistants grecques : « pour pouvoir tendre la situation, il leur fallait différencier leur violence de celle de l'ennemi, faute de quoi leur conception de la justice et de la politique n'aurait pu conquérir la lisibilité d'une orientation émancipatrice » (p. 167). Reste que cette « lisibilité » n'est jamais donnée et que la violence politique se déplit en une série de questions sur sa légitimité, son efficacité, sa forme politique qui divisent ; il n'est qu'à lire le positionnement contradictoire de plusieurs auteurs ici pour s'en convaincre.

D'autres angles sont également abordés. Ainsi, *L'insurrection qui vient* est interrogée de manière plus directe par Laurent Margantin, rapprochant les rapports entre parole et action dans ce livre avec la conférence d'André Breton en 1946 à Haïti – mais il semble accorder de manière idéaliste trop d'importance à l'écrit plutôt qu'à la conjonction de différents facteurs

² Le texte de Alain Brossat est repris dans son dernier essai, *Tous Coupats, tous coupables*. Nous renvoyons le lecteur au compte-rendu de ce livre, sur notre site www.dissidences.net, pour une critique plus détaillée.

complexe qui a fait de cet essai, à un moment donné, la cible de la répression, ou de la conférence de Breton, l'étincelle de la révolte haïtienne. Kacem, quant à lui aborde la question de la violence et de la transgression dans l'art ; réflexions fructueuses, mais minées par un rejet grossier de tout un courant qui va de dada au punk. Enfin, la revue se conclut par un contrepoint intéressant de Jean-Christophe Bailly sur la fragilité.

Au final, un très bon numéro, qui fera référence, mais dont le principal défaut est l'absence de tout traitement de cette thématique à partir de la perspective du genre, alors que sous cet angle, la question de la violence politique aurait sûrement permis de défaire et déplacer les nœuds auxquels se sont confrontés les différents penseurs.

[Lignes, 19 €, abonnement, 52 € pour 3 n° par an, Nouvelles éditions Lignes, 90 quai Maupassant, 76400 Fécamp. <http://www.editions-lignes.com>]

4) Divers

* *Cahiers des Amériques latines*, n°54-55, 3, « La question environnementale en Amérique latine », 2008, 255 p.

Ce numéro double des CAL comporte un long dossier sur la question de la gestion des ressources naturelles dans les espaces périphériques latino-américains et sur celle du « développement durable ». Sans aucun doute, la question environnementale a pris une importance croissante en Amérique latine au cours des dernières décennies, en liaison avec une prise de conscience mondiale : c'est ce que nous propose d'analyser ce numéro grâce à plusieurs éclairages où l'on voit poindre les nombreuses contradictions des discours des organismes internationaux sur « les pôles de croissance » et les « aires à protéger » ou la « protection du patrimoine mondial ». Ces mêmes institutions ne sont-elles pas aussi celles qui alimentent bien souvent un libre-échange débridé et des traités bilatéraux avec les pays du Sud destinés à favoriser l'installation de multinationales à la recherche de ressources et matières premières (sans trop se soucier des conséquences écologiques ou des populations locales) ? Mais ce sont parmi les quatre études de fin de volume que les lecteurs de *Dissidences* trouveront matière à réflexion dans notre champ spécifique de recherche. En effet, Marina Franco nous offre ici, sous forme d'article, un extrait de sa thèse de doctorat sur "Exil et terrorisme d'Etat en Amérique latine" : la lecture de ce texte est un excellent complément au numéro que nous avons consacré à « **Révolution, lutte armée et terrorisme** » (<http://www.dissidences.net/bulletins.htm#somvol1>). La chercheuse analyse ici le discours du pouvoir militaire sur les militants exilés dans le cadre de la lutte « anti-subversive » et contre-révolutionnaire. Marianne Gonzalez se penche sur les milieux populaires argentins et leur rapport à l'espace à Buenos Aires dans la première moitié du vingtième siècle. Enfin, Marie Laure Geoffray aborde une recherche en cours sur les mobilisations collectives à Cuba, avec un thème original : comment dans le cadre d'une société dominée par des « normes révolutionnaires », dictées par le Parti communiste cubain, apparaissent des dynamiques de résistances urbaines, artistiques notamment. S'inscrivant en faux contre l'idée d'une apathie sociale et politique de la jeunesse cubaine, elle montre une opposition créative et ludique (hip hop, poésie, graffitis) face à une volonté homogénéisante, souvent vécue comme une imposition « par en haut » : apparaît alors une « socialisation politique et culturelle alternative dont les effets ne pourront être mesurables qu'à long terme ». [*Cahiers des Amériques latines*, Paris, IHEAL Editions, www.ladocumentationfrancaise.fr, 26 €]

* *Cahiers du mouvement ouvrier*, n°42, deuxième trimestre 2009.

Un ensemble une nouvelle fois très varié, duquel on retiendra plusieurs articles : un éclairage de Liliane Fraysse sur un thème plutôt rare dans la revue, une page d'histoire médiévale et moderne avec « Lutttes de classes et révoltes paysannes en Hongrie du X^{IV}e au XVIII^e siècles » ; des retours sur les figures de François-Vincent Raspail, acteur important de la révolution de février 1848 en France, et du japonais Kotoku Shusui, auteur de *L'impérialisme, le spectre du XX^e siècle*, qui vient d'être récemment réédité ; le début de la publication du texte de l'opposant à Staline, Rioutine, mis en lumière il y a une vingtaine d'années par Pierre Broué et son équipe (« Staline et la crise de la dictature du prolétariat »). Sans négliger les notes de lecture, en particulier divers points de vue sur *L'enseignement de l'histoire-géographie de l'école élémentaire au lycée. Vecteur de propagande ou esprit critique ?*.

* *Cahiers du mouvement ouvrier*, n°43, « Les malheurs de Clio, ou l'enseignement officiel de l'histoire dans les écoles, les collèges et les lycées », 3^e trimestre 2009.

Une fois n'est pas coutume, la quasi-totalité de cette livraison poursuit la réflexion entamée dans l'ouvrage coordonné par Odile Dauphin, cité ci-dessus (et chroniqué sur le site de *Dissidences*). On y trouve ainsi plusieurs retours intéressants sur le mauvais traitement de la Révolution, la crise de 1929 et son lien dans le déclenchement de la Seconde Guerre, ou la question de la nature révolutionnaire d'Octobre 1917. Néanmoins, à certains moments, on sent que le propos est un peu forcé, au risque de manifester une certaine nostalgie pour l'histoire républicaine d'autrefois ou de ne voir que le côté négatif des choses (je pense en particulier aux évolutions positives récentes, dans les programmes et manuels de sixième, sur l'histoire des Hébreux, qui prend désormais ses distances avec la vision de la Bible). On peut également regretter que des recensions du livre dont tout découle n'aient pas été incluses, de façon à élargir la discussion... En complément de ce gros ensemble, on trouve en particulier la suite de la publication du texte de Rioutine (voir le n°42), un document du KGB prouvant que Radek et Sokolnikov ont bien été assassinés sur ordre, et un article de Katia Dorey qui revient sur la grève des mineurs britanniques de 1984. Signalons enfin une recension sur le précieux livre de David King, *Sous le signe de l'étoile rouge*.

[*Cahiers du mouvement ouvrier*, CERMTRI, 28 rue des petites écuries, 75010 Paris, 8 €, 30 € d'abonnement pour quatre n°, 35 € pour l'Europe, 40 € pour l'Asie, l'Amérique et l'Afrique]

* *Le Débat. Histoire, Politique, Société*, n°155, mai-août 2009.

Organisé autour de quatre grandes thématiques, ce numéro évoque successivement « La crise » (« enjeux, mécanismes, perspectives »), « Obama devant l'inconnu », « Mémoires du communisme dans l'ex-Union soviétique », avec deux articles sur Memorial (association créée en 1988) et un autre sur les usages de la mémoire dans la construction de la nation ukrainienne. Enfin, l'architecture aujourd'hui est l'objet d'interrogations (« De l'architecture spectacle à l'architecture de crise ? »).

[*Le Débat. Histoire, Politique, Société*, abonnement : Sodis Revues BP 149, 128, avenue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny 77403 Lagny Cedex, 68 €, www.le-debat.gallimard.fr]

* *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°93, « La Suisse et les ambivalences de la neutralité », coordonné par Rita Thalmann et Marc Perrenoud, janvier-mars 2009.

Ce numéro explore notamment la politique étrangère suisse durant la Guerre Civile espagnole (Sébastien Farré), sa gestion des réfugiés et demandeurs d'asile, avant (Stéfanie Prezioso) et après la Seconde Guerre mondiale (Alix Heiniger). Monique Pavillon, chargée de recherches à l'Université de Lausanne, écrit un article original sur « Les femmes suisses face à la Seconde Guerre mondiale ».

[*Matériaux pour l'histoire de notre temps*, abonnement, BDIC, 6, allée de l'université, 92001 Nanterre cedex, 50 € pour 4 n°, www.bdic.fr/materiaux/index.htm]

* *Le Mouvement social*, n°227, « L'Humanitaire XIXe-XXe siècles », sous la direction d'Axelle Brodiez et de Bruno Dumons, avril-juin 2009; n°228, « Organisations publiques, organisations marchandes : cultures, évolutions, contestations », sous la direction de Patrick Fridenson, juillet-septembre 2009.

Faire l'histoire de l'humanitaire, tel est l'objectif de ce numéro (227) où alternent articles en anglais (sur les origines de l'aide humanitaire au Royaume-Uni au XIXe siècle ou sur l'aide américaine aux Arméniens victimes de massacres dans la Turquie ottomane des années 1890) et en français pour les autres. De l'investissement des catholiques français dans quatre ONG humanitaires étudié par Johanna Siméant à l'analyse, par Axelle Brodiez, des générations militantes à Emmaüs, la France a une place de choix. Mais d'autres contributeurs nous amènent loin de l'Hexagone : du camp de Theresienstadt au Cameroun des années 1930-70 (autour du cas Aujoulat) par exemple. Est également étudiée l'attitude prudente du CICR confronté aux génocide des Juifs d'Europe pendant la Seconde Guerre mondiale. Ces articles, complétés par des comptes rendus de lecture sur le même sujet font de ce numéro un ensemble homogène très éclairant sur ce champ de la recherche. Le numéro suivant (228) est consacré à 2 types d'acteurs collectifs fondamentaux, les organismes publics (Ministères, BIT), les organisations partiellement privatisées (France Télécom) ou privées (la Fnac, Nestlé et Perrier, Alais Frogés et Camargue, cette dernière spécialisée dans l'aluminium). Sont étudiées les organisations mais aussi les réseaux, le rôle des consommateurs dans la vie des organisations et la contestation des cadres, rarement envisagée jusqu'ici. Notons l'article de Vincent Chabault sur le personnel de la Fnac ou celui d'Irène Favier sur l'entreprise Perrier (Gard) réaménagée après son rachat par le groupe Nestlé dans les années 1990.

[*Le Mouvement social*, abonnement annuel, 56 €, service abonnements Elsevier Masson SAS 62, rue Camille Desmoulins, 92442 Issy-les-Moulineaux Cedex]

* *Sport et plein air. La revue du sport populaire et de la FSGT*, n°533, septembre 2009.

Cette livraison de la revue éditée par la Fédération sportive et gymnique du travail nous intéresse surtout pour un article de Nicolas Kssis consacré à « L'extrême gauche face au sport. Pilier de la barbarie impérialiste » (p.28-29). L'auteur y revient rapidement sur les débats du début du XXème siècle entre socialistes, anarchistes et communistes, puis sur la théorie critique du sport menée par Jean-Marie Brohm et les critiques radicales des trotskystes ou des maoïstes face au jugement moins poussé du PSU. Il s'interroge d'ailleurs sur la place des militants révolutionnaires au sein des structures du sport associatif, une piste de recherche possible. Tout cela est fait à l'aide d'une plume posée et bien documentée, même si l'on devine aisément que Nicolas Kssis ne fait pas siennes les accusations les plus larges vis-à-vis du sport. Seul regret, l'unique référence bibliographique est le livre de Jean-Pierre Escriva et Henri Vaugrand, *L'opium sportif. La critique du sport de l'extrême gauche à Quel Corps ?*, qui est loin d'être le plus abordable financièrement parlant...

[*Sport et plein air*, 14 rue Scandicci, 93508 Pantin Cedex. 3 €, 25 € d'abonnement pour un an, 44 € pour deux ans et 41 € pour un an à l'étranger]

* *Vacarme*, n° 47, printemps 2009, 94 pages.

Le numéro 47 de cette revue offre un entretien très intéressant avec la chercheuse Nicole Lapiere, sur son usage affirmé dans ses études sur l'identité, la mémoire, d'un « je » - « plutôt que le dissimuler derrière un « nous » magistral ou un « on » confus » (p. 4) -, son attention aux petits incidents, aux accidents, lignes de fuite et déplacements. Il ouvre ensuite un débat sur la « politique des générations », s'inspirant des recherches de Karl Mannheim, et

en montrant l'enjeu de la question au vu des votes générationnels aux dernières élections françaises et américaines (en 2007, 64% des plus de 65 ans ont voté pour Sarkozy tandis que le vote « jeune » a joué un rôle important dans l'élection d'Obama). Les articles déconstruisent les associations, clivages entre classes d'âge, classes sociales, affinités politiques, etc. Les témoignages de Manuel Domergue sur les collectifs Génération précaire et Jeudi noir (p. 36-37) et de Philippe Mangeot sur la « génération sida » ressortent avec éclat de ce dossier, qui se conclut par une réflexion pertinente du philosophe Jean-Luc Nancy sur ce qui fait « syncope », rupture ou transmission d'une génération à l'autre, en faisant un parallèle intéressant avec la génération des années 30.

Dans la partie « Cahier », l'entretien autour des jeunes délinquants (p. 57-60), l'article d'Irène Favier, « Blessures d'usine », sur le déplacement des luttes au sein de l'entreprise et des enjeux des comités d'hygiène, de sécurité, ainsi que la poursuite des histoires de la photographie américaine sont particulièrement intéressants. La rubrique « Lignes » quant à elle, poursuit les divers champs de son investigation autour d'une réflexion sur la lutte des classes – Pierre Zaoui invite dans des pages stimulantes à « renverser Machiavel », mais l'articulation de la pensée du philosophe italien au libéralisme est peu convaincante – et des « postures d'usages » des séropositifs et des drogués – dommage cependant que l'article de Michel Celse ne développe pas plus les rapports sociaux de sexe, les inégalités et le danger de contrôle des corps. Notons aussi un article faisant retour sur la lutte en Guadeloupe, en la mettant en lien avec la situation en Guyane. Enfin, une fois de plus, il faut souligner l'excellent travail graphique et les très belles photographies (même si le récit consacré à la photographie américaine aurait mérité plusieurs illustrations) accompagnant les numéros de *Vacarme*.

* *Vacarme*, n° 48, été 2009, 94 pages.

L'éditorial qui ouvre ce numéro 48 de *Vacarme* en appelant à ce que la situation faite aux Roms constitue « l'un des critères à l'aune desquels s'évalue et se juge la démocratie européenne » (p. 1) montre la pertinence et l'exigence de la revue. Le chantier de ce numéro, consacré à la « puissance de la démocratie », commence par un très intéressant entretien croisé avec Miguel Abensour, Jean-Luc Nancy et Jacques Rancière. Le débat prolonge en quelque sorte celui ouvert par le livre de *La fabrique (Démocratie, dans quel état ?* G. Agamben, A. Badiou, D. Bensaïd, W. Brown, J-L. Nancy, J. Rancière, K. Ross, S. Zizek, Paris, 2009 – voir le compte rendu sur notre site www.dissidences.net) et lie les questions de la souveraineté, de l'émancipation, de la politique, du peuple à celle de la démocratie. On retiendra surtout l'intervention d'Abensour, son retour sur la Révolution française et Saint-Just, et la belle évocation du « désordre fraternel » (p. 12). Les articles qui suivent abordent la référence démocratique dans différents champs : l'usine, l'école, l'orchestre, la langue, la sexualité, etc. Les critiques d'Irène Favier du modèle de « dialogue social » au sein de l'entreprise et celles d'Éric Fassin mettant en parallèle les questions sexuelles et les politiques d'immigration offrent des réflexions importantes. Mais à l'image de ce dossier, ces auteurs semblent adopter le parti pris du « formidable potentiel de libération » de la démocratie (p. 7) et dès lors n'interrogent guère ses contradictions et insuffisances (ce qui n'était pas le cas du livre de *La fabrique*). Du coup, les articles souffrent quelque peu de l'étroitesse de leur cadre et perdent de leur tranchant – comme par exemple la critique insuffisante qui est faite de la pensée de Pierre Rosanvallon (p. 52-55). Finalement, le point de vue croisé de Sophie Wahnich et de Pierre Zaoui est le seul à aborder frontalement un questionnement de la démocratie à partir notamment des mouvements sociaux, de la violence et de la politisation par en bas. Le dialogue, souvent stimulant, bute pourtant sur une remarque pour le moins ambiguë de Zaoui affirmant que « l'égalité hommes-femmes » risque de tourner à une « normalisation dangereuse des désirs » (sic, p. 56).

L'article sur Robert Adams clôt le cycle des histoires de la photographie américaine tandis que l'entretien réalisé par Aude Lalande avec la sociologue Anne Copel poursuit la réflexion sur les enjeux et dynamiques du contexte social et de « l'alliance avec les usagers » dans les politiques de santé. Notons encore l'article de Lise Wajeman sur le « paradoxe » français d'une mobilisation universitaire d'importance qui n'arrive pas à trouver d'interlocuteur, et surtout l'excellente synthèse de l'enquête de la Coordination française pour le droit d'asile (CFDA), *La Loi des « jungles »* faite par les auteurs eux-mêmes (p. 86-91). Enfin, il faut signaler dans le « cahier » le soigneux travail photographique de Vincent Leroux et les nombreux textes littéraires ou poétiques qui contribuent à faire de *Vacarme* une revue de grande qualité.

[*Vacarme*, Paris, Éditions Amsterdam, 10 € le n°, www.vacarme.org]

B) REVUES MILITANTES OU A PERSPECTIVES MILITANTES

* *Le Choc du Mois*, n°34, « L'extrême gauche. Etat des lieux d'une exception très française », octobre 2009.

Nous n'aurions jamais pris la peine de nous intéresser à cette publication emblématique de l'extrême droite française (dans son versant racialisé issu des travaux de la Nouvelle droite autour d'Alain de Benoist et du GRECE dans les années 1980) si elle n'avait choisi, cet automne, de consacrer un dossier spécial à l'extrême gauche d'une bonne vingtaine de pages. Sont ainsi passés en revue les trotskystes, les altermondialistes, la pseudo mouvance « anarcho-autonome », les activismes de gauche de la région toulousaine, entre autres. Philippe Raynaud, professeur de science politique à Paris II, accorde même un entretien à cette publication pourtant très connotée, ce dont on peut à juste titre s'étonner, même s'il est loin d'être le seul universitaire à accepter de collaborer à cette revue : Bruno Etienne, Jacques Heers, Jean Tulard ou Stéphane Courtois l'ont précédé (sans oublier le non-universitaire Christophe Bourseiller). P.Raynaud persiste d'ailleurs dans certaines des simplifications qu'on avait pu lui reprocher au moment de la sortie de son livre, *L'extrême gauche plurielle* (voir la chronique sur notre site www.dissidences.fr). Bien sûr, dans cette revue, le sérieux de l'analyse est remplacé par une hostilité, voire une haine, assumées, l'extrême gauche étant considérée comme une « exception française », tournée désormais vers les bobos, et jouant le rôle d'« idiot utile du capitalisme » (p.19), dans la mesure où « altermondialisme et globalisation néolibérale jouent le seul air qui compte, celui de la déstructuration des antiques [sic] cadres communautaires » et de la promotion de l'individualisme (p.21) – on appréciera au passage le parallèle avec le récent livre de Renaud Dély, *Besancenot, l'idiot utile du sarkozysme* (chroniqué sur notre site) – . Il serait fastidieux et pour tout dire vain de recenser toutes les accusations gratuites³, contre-vérités et confusions plus ou moins intéressées, auxquelles sont mêlées quelques remarques pertinentes mais non originales. Reviennent en tout cas fréquemment le caractère antédiluvien de l'extrême gauche, la centralité de la violence ou la collusion entre l'extrême gauche violente (forcément minoritaire) et l'Etat. Une matière intéressante pour quiconque souhaite travailler sur les discours hostiles à l'extrême gauche, ainsi que sur les liens que les cercles de la droite extrême, païenne et identitaire, arrivent à nouer, via une revue de vulgarisation, avec des universitaires.

[*Le Choc du Mois*, SACEMM, 51 boulevard Garibaldi, 75015 Paris. 6,50 € le n°]

* *Convergences révolutionnaires*, n°63, mai-juin 2009 et n°64, juillet-août 2009.

³ Citons, outre le qualificatif de secte pour désigner le groupe de Julien Coupat, cette phrase sibylline : « (...) Trotski. C'est bien le libéralisme qui, déjà en 1917, avait rempli ses poches, avant son retour d'exil » (p.36).

Edité par des dissidents de LO en route vers le NPA, le bulletin n° 63 de *Convergences révolutionnaires* (40 pages) se félicite de la lutte menée par les travailleurs guadeloupéens et pense qu'en France aussi la situation exigerait la grève générale (titre de l'éditorial). Le fort dossier consacré aux Etats-Unis après l'élection d'Obama révèle le scepticisme de ces militants quant à la possibilité et à la volonté d'Obama de changer les choses (p.19-30). Enfin des échos de luttes sont donnés, de l'Oise au couloir de la chimie lyonnaise, en passant par Paris (SNCF) et la Bretagne. Le dossier central du n° 64 est consacré à « la colère des hôpitaux contre la loi Bachelot » (p.17-21) et de nombreux échos de « boîtes » nous permettent de faire un tour de France des luttes. Des articles sur l'Iran, la Somalie et, plus original, sur Mayotte, témoignent de la fibre internationaliste et anti-colonialiste de ces militants. Plusieurs contributions sont consacrées au NPA, avec la volonté de le voir virer au « rouge » plutôt qu'au « vert ».

[*Convergences révolutionnaires*, abonnement : Les Amis de Convergences, BP 128 75921 Paris Cedex 19, 6 n°, 9 €]

* *Démocratie et Socialisme*, n°164, avril 2009, n°165, mai 2009.

Avec une couverture appelant de ses vœux un « 1^{er} mai géant » et un appel à « voter pour la gauche qui peut battre Barroso-Sarkozy » - à savoir le PS – aux Européennes de juin 2009, ce numéro 164 débute une étude de Jean-Jacques Chavigné « Pour un protectionnisme modulé et coopératif »...aux antipodes du « social-libéralisme » en vogue au sommet du PS. Il est rappelé dans ce numéro (165) qu'en dehors du vote pour le PS aux Européennes du 7 juin, il n'y a point de salut, la gauche de la gauche étant accusée de mener campagne plus contre le PS que contre la droite (p.5). Pour cette sensibilité du PS, il n'y a pas d'issue hors de l'unité de toute la gauche, NPA et LO inclus...et sans le Modem. J.-J. Chavigné poursuit son plaidoyer en faveur d'un « protectionnisme de gauche ». Un dossier important est fourni sur l'OIT et notre revue *Dissidences* a droit à une présentation détaillée et bienveillante sur 3 pages.

[*Démocratie et Socialisme*, abonnement, D & S, 85 rue Rambuteau, 75001 Paris, 30 € les 10 n°]

* *Lutte de Classe*, n°119, avril 2009, n°120, mai-juin 2009, n°121, juillet 2009.

Le numéro 119 est constitué essentiellement d'un article bilan rédigé par les militants de Combat Ouvrier, organisation-sœur de LO en Guadeloupe, sur la grève générale dans l'île. Dans le numéro suivant, après la présentation nominale des candidats de LO aux élections européennes, la revue revient sur l'Europe de l'Est qui s'enfonce dans la crise, sur la classe ouvrière des Etats-Unis frappée par la crise (reproduction d'un article de son organisation-sœur aux Etats-Unis, Spark) et également sur l'Irlande du Nord. Enfin, dans le n° 121, un bilan est fait des résultats des Européennes, bilan chiffré détaillé des listes de LO. Il est insisté fortement sur l'importance des abstentions (« un électorat indifférent ») et sur l'opportunisme du NPA, accusé de ne pas se soucier des problèmes des travailleurs. Sont pointés du doigt les candidats qui, sur les listes du NPA, se réclament fort peu du communisme, notamment Raoul Jennar, tête de liste dans le Sud-Est, accusé de se présenter lui-même comme « néo-montagnard, païen et épicurien » ! Dans l'article suivant, les décroissants sont épinglés : « La décroissance, un point de vue parfaitement réactionnaire ».

[*Lutte de Classe*, abonnement, LO, BP 233, 75865 Paris Cedex 18, 15 € pour 10 n° de 40 pages environ]

* *Marianne*, n° hors série, « Le communisme. Une histoire française », 98 pages, novembre-décembre 2009, 6 €.

Un magazine grand public qui comporte en couverture une faucille et un marteau sur fond tricolore, mais d'où sont absents les mots « crimes », « criminels » ou « crime égale nazisme », cela possède du moins le mérite de déparer dans la production éditoriale courante. Rédigé par des journalistes (P.Feydel et G.Konopnicki principalement) et non des historiens, comme *Marianne* le fait habituellement pour certains dossiers ou hors-séries, ce numéro, qui comporte autant d'illustrations que de textes, tente d'éviter les insinuations, approximations et autres anathèmes que l'on a l'habitude de trouver à foison dans quasiment tous les magazines dits « d'information ». Il n'y réussit quand même pas, tant la pression « médiatico-idéologique » semble difficile à écarter : ainsi de l'article en forme de bilan de Renaud Dély. De courts chapitres consacrés aux résistants, aux intellectuels, aux artistes, à la presse etc. comportent une introduction et de nombreux encarts sur les figures emblématiques de ces années où l'« on pense, on vit avec le parti ». A la fin, une chronologie utile, quoique forcément restrictive. Et une interrogation. En effet, dans l'ours, on peut lire : « Remerciements à Louis Couturier pour son aide documentaire ». A l'évocation de ce nom, tout spécialiste de l'extrême gauche ne peut que sursauter, même si l'annuaire téléphonique doit en comporter des dizaines. En effet, ce fut le pseudonyme⁴ de Jean-Michel Krivine (un des quatre frères de Alain Krivine), chirurgien, « pied-rouge », membre de la Ligue communiste et auteur sous ce nom d'un ouvrage paru chez Maspero en 1972, *Les « grandes affaires » du Parti communiste français*. A t-il ouvert ses archives à *Marianne*, ou n'est-ce que le nom homonyme d'un documentaliste du magazine ? Dans un autre domaine, on se demandera quand même pourquoi la bibliographie des concepteurs du numéro semble s'être arrêtée en 1984 (25 ans !) avec l'ouvrage de P. Robrieux (*Histoire intérieure du Parti communiste*) et on sursautera à certaines erreurs grossières, quoique nous en ayons l'habitude, à *Dissidences* ! Par exemple, lorsque G.Konopnicki affirme que le TNP de Jean Vilar fut « l'arme fatale » du Parti pour lutter contre la culture américaine (p. 84) et qu'il en reçut donc le « soutien enthousiaste des critiques de *L'Humanité* et des *Lettres françaises* » (p. 87). C'est superposer deux niveaux qui pour s'interpénétrer parfois, ne doivent pas être confondus. S'il est exact que l'un des objectifs du TNP était de rendre populaire le répertoire classique, et s'il est non moins exact que cette ambition recouvrait celle du Parti concernant la promotion d'un héritage culturel national, le « soutien enthousiaste » évoqué par G.Konopnicki ne relève que très partiellement d'une réalité encore une fois beaucoup plus complexe. Au final, un numéro « ferroviaire », qui vous permettra, sur le trajet de votre choix, d'exhiber aux regards de votre wagon un symbole qui se fait de plus en plus rare dans l'espace public !

[*Marianne*, n° hors-série, novembre-décembre 2009, 6 €]

* *Ni patrie ni frontières*, n°27/28/29, « Gauchisme post-moderne », octobre 2009.

Une copieuse livraison nouvelle, dans un format décidément beaucoup plus pratique, qui fait suite à une année de hiatus. Parmi les nombreux thèmes abordés, on trouve des analyses sur la crise et le capitalisme actuel ; plusieurs exposés critiques quant à la participation à des contre-sommets (du G20 ou de l'OTAN) ; des réflexions dénonçant « l'anti-impérialisme réactionnaire », c'est-à-dire l'islamisme et tout rapprochement à son égard (visant primitivement le SWP britannique) ; des documents vénézuéliens d'origine syndicale ou anarchiste critiquant Chavez et la révolution bolivarienne (dont un article sur « Chomsky, le bouffon de Chavez ») ; divers textes autour du sionisme et de l'antisionisme (pour plusieurs centrés sur la prise de position collective, « Pour l'arrêt immédiat de l'offensive israélienne contre Gaza ! », signée entre autres par Yves Coleman, pivot de cette revue). Un des sujets les plus fournis concerne les sans-papiers, avec des textes qui reviennent sur l'évacuation de la Bourse du travail par le service d'ordre de la CGT et abordent plus généralement les limites des associations d'aide comme RESF et les diverses formes de lutte (avec le témoignage fort

⁴ Ce fut aussi, parfois, le pseudonyme du dirigeant de la IVe Internationale, Ernest Mandel.

intéressant de Waraa). De même, une place privilégiée est faite à ce que Yves Coleman qualifie de « gauchisme post-moderne », incarné entre autre par les auteurs de *L'insurrection qui vient* (dont l'éditeur Eric Hazan est franchement écorné au passage pour sa préoccupation mercantile) et de *Les mouvements sont faits pour mourir*, une tendance vivement critiquée ici, à l'instar des « courants post-situs et post-autonomes » (p.104), et ce de manière approfondie : assurément une des composantes à recommander le plus chaudement du volume afin d'alimenter une réflexion collective. S'y rattachent les documents autour de l'affaire de Tarnac : lettres écrites de prison par les suspects d'une autre affaire (une tentative d'incendie d'une voiture de police), article de Claude Guillon (dont le récent *La terrorisation démocratique* est chroniqué sur notre site) déconstruisant l'expression étatique de « mouvance anarcho-autonome », mise au point du Comité Invisible, textes divers apportant d'utiles mises en perspective. On pourrait y rattacher les quelques réflexions consacrées à l'insurrectionnisme, une tendance issue de l'anarchisme. Signalons que parallèlement à ce triple numéro, une sélection de textes publiés dans les volumes antérieurs et consacrés à la violence politique est également disponible.

[*Ni patrie ni frontières*, Yves Coleman, 10 rue Jean-Dolent, 75014 Paris. 12 € le volume, 23 € pour 3 n°, 45 € pour six n°]

* *Réfractions. Recherches et expressions anarchistes*, n°22, « Le réveil des illégalismes », printemps 2009.

Cette nouvelle livraison a choisi de centrer sa réflexion sur les nécessaires illégalismes, désobéissance civile et autres prolégomènes du soulèvement à préparer contre le capitalisme. Partant de quelques articles consacrés à la crise, dont celui de Pierre Sommermeyer sur « Qui succédera au capitalisme ? » est le plus stimulant (une réflexion sur l'évolution actuelle du capitalisme, concluant sur l'hypothèse que « Le mode de fonctionnement de la Chine aura été étendu au monde entier »), bon nombre de papiers reviennent sur l'action directe et les méthodes employées par le syndicalisme révolutionnaire à la charnière du XXème siècle. Plus contemporains, l'article de Jean-Pierre Duteuil s'intéresse à la révolte grecque, tandis que plusieurs autres auteurs abordent l'affaire Coupat, soit en estimant que les soutiens manifestés ne vont pas assez loin, soit pour réfléchir autour d'une table ronde aux « (...) actes de malveillance et autres avaries, commis sur les voies ferrées ». Parallèlement, Hugues Lenoir réalise une synthèse intéressante des réflexions de Jaurès sur l'éducation situées « entre autorité et liberté », le rapprochant par là des libertaires.

[Les Amis de *Réfractions*, c/o Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris, 12 € le n°, 23 € pour deux n° et 45 € pour quatre n°]